PROCHE-ORIENT

Les raisons des tensions entre la Turquie et Israël

Ce n'est certes pas la rupture entre deux pays liés par un accord de coopération militaire signé en 1996 qui avait alors inquiété les pays arabes, notamment la Syrie. Mais les rapports entre la Turquie et Israël ne sont plus ce qu'ils étaient à l'époque — c'était en novembre 2007 — où l'intervention de Shimon Peres devant le Parlement turc nourrissait tous les espoirs côté israélien.

Par Hassane Zerrouky

La guerre contre Gaza puis l'arrivée d'un gouvernement de la droite extrême en Israël dirigé par Netanyahu n'ont pas tardé à faire leurs effets. Les critiques turques à l'endroit d'Israël se sont accentuées.

En janvier dernier, au Forum de Davos, après une passe d'armes verbales qui l'a opposé à Shimon Peres à propos de Ghaza, le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, a claqué la porte pour rentrer en Turquie où il fut accueilli comme un «héros» ! En outre, en septembre dernier, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglü, a dû annuler sa visite en Israël suite au refus du gouvernement Netanyahu de l'autoriser à se rendre à Ghaza. Entre temps, le nouveau gouvernement israélien avait mis fin à la médiation turque entre Israël et la Syrie en vue d'un accord de paix ! Même l'armée turque était sortie de sa réserve rejetant sèchement les critiques israéliennes à propos des manœuvres militaires turco-syriennes. Plus généralement, le rapprochement entre Ankara et Damas — visites dans les deux sens des dirigeants turcs et syriens — était mal vu par Israël.

Dernier épisode en date, et non des moindres, la décision d'Ankara d'annuler les manœuvres turco-israéliennes qui devaient avoir lieu le 12 octobre à Konya et auxquelles devaient prendre part les Etats-Unis et plusieurs pays membres de l'Otan.

Alors que les dirigeants israéliens tentaient de minimiser la décision turque, Ankara liait ce report à l'attitude d'Israël à l'égard de Ghaza et des Palestiniens. Haussant le ton, Ahmet Davutoglü a estimé, vendredi, qu'Israël doit faire cesser «la tragédie» de Gaza. «Ce que nous voulons, c'est qu'on mette fin à la tragédie humanitaire à Ghaza, qu'on relance les efforts de paix — aussi bien au niveau des Palestiniens que de la Syrie», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères. Ajoutant que «tant que la tragédie humanitaire se poursuivra à Ghaza, qu'on ne nous demande pas d'apparaître sur la photo» !

Photo : DR

Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan.

De ce fait, l'épisode de la diffusion par la télévision turque d'une série traitant du conflit de Ghaza qui avait provoqué la colère israélienne et la convocation du chargé d'affaires turc par le ministère des Affaires étrangères israélien est symptomatique de la tension existante entre les deux pays.

En témoigne cette réaction brutale d'Edogan assurant que la Turquie n'a pas de leçons à recevoir ! Craignant que ça aille plus loin, Washington va tenter de décrisper les rapports turco-israéliens. En vérité, depuis l'arrivée de Benjamin Netanyahu aux affaires, Ankara semble s'être fait une raison : les Turcs n'attendent rien de ce gouvernement dans lequel figurent des éléments de l'extrême-droite israélienne et qui est de plus en plus isolé sur la scène internationale. En outre, soumis à la pression de l'opinion turque sensible au sort des Palestiniens — les manifestations de solidarité avec les Palestiniens se sont multipliées en Turquie — le gouvernement turc ne pouvait pas aller à contre-courant d'une majorité de sa population. Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, avait déclaré qu'il ne se faisait que le «porte-parole du peuple !»

Plus généralement, deuxième puissance militaire de l'Otan, Ankara, dont la diplomatie s'active dans la région depuis l'arrivée de l'AKP (Parti de la justice et du développement) au pouvoir, entend user de son poids régional pour contraindre Israël à accepter le droit aux Palestiniens à disposer d'un Etat dans les frontières de 1967 avec Jérusalem comme capitale.

H. Z.

ATTENTAT CONTRE LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION EN IRAN

Washington accusé

Une trentaine de personnes, dont plusieurs hauts commandants des Gardiens de la révolution ont été tuées hier dans un attentat suicide perpétré dans une ville du sud-est de l'Iran frontalière du Pakistan.

L'attentat, le plus meurtrier de ces dernières années contre le corps d'élite des Gardiens de la révolution, a décapité le commandement local de cette armée idéologique du régime.

Téhéran a dénoncé un acte «terroriste» et accusé les Etats-Unis dans cet attentat, qui selon un responsable du pouvoir judiciaire a été revendiqué par le groupe rebelle sunnite Joundallah.

«Entre 30 et 35 personnes, notamment des commandants des Gardiens de la révolution et des chefs de tribus» ont été tuées dans l'attentat, a déclaré

Mohammad Marzieh, procureur général de Zahedan, chef-lieu de la province de Sistan-Balouchistan. Il a ajouté qu'«aucun suspect n'a été arrêté (mais) le groupuscule de Abdolmalek Righi (Joundallah, NDLR) a assumé la responsabilité de cette action terroriste».

L'attentat s'est produit à 08h00 (04h30 GMT) dans la ville de Pishin, dans le Sistan-Balouchistan, alors que les commandants des Gardiens de la révolution participaient à une réunion avec les chefs de tribus de la province destinée à

renforcer «l'unité entre les chiites et les sunnites», a indiqué l'agence de presse Fars.

«Dans cette action terroriste, le général Nour-Ali Shoushtari, l'adjoint du commandant de l'armée de terre des Gardiens de la révolution, le général Mohammad-Zadeh, commandant des Gardiens de la révolution pour le Sistan-Balouchistan, le commandant des Gardiens pour la ville d'Iranshahr (sud-est), et le commandant de l'unité Amir-al Momenin ont été tués», a précisé Fars.

Des chefs de tribus ont également péri dans l'attentat selon la même source.

«Un homme portant des explosifs sur lui les a fait exploser lors d'une réunion des chefs de tribus» de la province avec les commandants des Gardiens

de la révolution, a indiqué l'agence de presse officielle Irna.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a demandé «une action rapide contre les responsables de ce crime terroriste. «Nous considérons que les dernières actions terroristes résultent de l'action des Etats-Unis et montrent l'animosité américaine à l'égard de notre pays», a pour sa part accusé le président du Parlement, Ali Larijani.

Le président américain Barack «Obama avait dit qu'il tendait la main à l'Iran mais avec cette action il s'est brûlé la main. Le peuple iranien a raison de ne pas croire aux changements promis par le gouvernement américain, ce qui est contre leurs intérêts», a-t-il estimé.

Selon M. Larijani, «l'objectif des terroristes est de perturber la sécurité dans la province» pour empêcher son développement «économique».

«Très certainement, les Gardiens de la révolution vont agir avec une force encore plus forte pour instaurer la sécurité dans la région», a-t-il prévenu. Les Gardiens de la révolution ont eux accusé «l'oppression mondiale d'avoir provoqué les éléments à sa solde pour commettre cet attentat». L'oppression mondiale désigne généralement les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La population iranienne, forte de 71 millions d'habitants, est composée à

plus de 90 % de chiites, mais la province du Sistan-Balouchistan, située à la frontière avec le Pakistan et l'Afghanistan, abrite une forte minorité sunnite.

Elle est considérée comme la province la moins sûre d'Iran en raison de la présence de rebelles mais aussi de trafiquants de drogue.

Le groupe rebelle sunnite Joundallah (soldats de Dieu) est généralement accusé par les autorités iraniennes de mener de telles actions armées.

Ce groupe a notamment revendiqué l'attentat suicide du 28 mai qui a fait 25 morts dans une mosquée chiite de Zahedan.

GUINÉE : EXPIRATION DE L'ULTIMATUM

La junte temporise

La junte au pouvoir en Guinée, sous la menace de sanctions internationales, cherchait hier à gagner du temps après l'expiration de l'ultimatum de l'Union africaine (UA) et réclame une médiation sur la question de la candidature de son chef à la présidentielle de janvier.

Mais pour un des dirigeants de l'opposition, Mouctar Diallo, il s'agit d'une «fuite en avant» du capitaine Moussa Dadis Camara qui est «en train de chercher une échappatoire».

Dans le même temps, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires politiques, Haïlé Menkerios, en charge d'une enquête onusienne sur le massacre de plus de 150 civils le 28 septembre à Conakry, est arrivé, hier, dans la capitale guinéenne.

L'UA avait fixé un ultimatum —expirant samedi à minuit — aux membres de la junte, notamment à son chef, pour s'engager par écrit à ne pas se présenter à la présidentielle de janvier, comme ils l'avaient promis lors de leur coup d'Etat du 23 décembre 2008.

Mais le capitaine putschiste a demandé que la question de sa candidature à la présidentielle soit inscrite dans la médiation du président burkinabais, Blaise Compaoré.

«Il ne refuse pas de signer un engagement écrit, mais demande que la question soit examinée par le médiateur», a indiqué hier à l'AFP le ministre guinéen des Affaires étrangères, Alexandre Cécé Loua.

«Il n'y a pas de raison pour que le Burkina n'accepte pas (la proposition de la junte ndlr), il faut laisser le président Blaise Compaoré travailler», a-t-il affirmé.

Mais les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), réunis en sommet, samedi à Abuja, ont «exhorté» le médiateur burkinabè à «prendre les mesures appropriées pour rétablir le dialogue entre les acteurs politiques guinéens».

L'objectif étant surtout de «s'assurer que ni le président les autres membres (de la junte) ni le Premier ministre, de même que ceux qui occuperont

des postes de haute responsabilité dans la nouvelle autorité de transition ne seront candidats à la prochaine élection présidentielle».

Pour l'opposant Mouctar Diallo, le chef de la junte «doit apporter une réponse claire à une demande précise». «Nous demandons à l'UA et à la communauté internationale de l'obliger à clarifier dès maintenant sa position.»

«C'est une fuite en avant, une façon de noyer le poisson», car «il est en train de chercher un échappatoire, on ne doit pas lui donner cette occasion», a-t-il poursuivi.

La commission de l'UA a, de son côté, déclaré hier vouloir maintenir la pression pour faire partir la junte, tout en excluant toute décision à court terme.

Concernant les sanctions, «nous nous prononcerons au plus tard à la fin du mois», a indiqué un responsable de l'UA, «mais ce qui est sûr, c'est que la pression est maintenue sur la junte».

La junte a également «pris acte» hier de l'embargo sur les armes, décidé samedi par la Cedeao, une mesure largement symbolique. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'est félicité du «succès» de ce sommet.

A Conakry, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires politiques, Haïlé Menkerios, a rencontré hier le Premier ministre Kabiné Komara, puis les dirigeants de l'opposition et enfin le chef de la junte.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait décidé, vendredi, de créer une commission internationale d'enquête sur la répression sanglante par les forces de sécurité de la manifestation pacifique de l'opposition le 28 septembre dans un stade de Conakry.

Selon l'ONU, plus de 150 personnes ont été tuées et des femmes violées, mais la junte ne reconnaît que 56 morts civils.